

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p.3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2091 - 29 août 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

**Contraindre
le patronat
à payer
la crise de
son système,
c'est possible !**

**Rentrée
scolaire**

**Économies
au détriment
des élèves**

p.4

**Catastrophes
aériennes**

**Course
aux profits,
complicité
des pouvoirs**

p.2



M 06189 - 2091 - F - 1,00 €

**Troupes françaises,
hors d'Afghanistan !**

p. 6 et 7

Rentrée scolaire

- p. 4 ■ Au programme : économies budgétaires
- Économies sur le dos des handicapés
- Deux heures en moins à l'école
- L'année de l'enseignant ? À voir...

Leur société

- p. 5 ■ Fruits et légumes : une braderie qui ne fait pas oublier les hausses
- Chômage
- Derrière les mensonges du gouvernement...
- p. 8 ■ Centre de tri des déchets de Romainville, quinze sans-papiers en lutte
- Les expulsions de sans-papiers continuent
- Expulsions d'étrangers : Amara et Hortefeux « main dans la main »

Dans le monde

- p. 6-7 ■ Afghanistan : Les « bavures », c'est la guerre au quotidien
- Discours hypocrites et réalité sociale
- L'opposition à la guerre ? le gouvernement et le PS s'en moquent
- Troupes américaines hors d'Irak
- États-Unis : la convention démocrate
- p. 12 ■ Tibet
- Angola

Dans les entreprises

- p. 9 ■ Goodyear Amiens
- Hospices Civils de Lyon
- Maladies professionnelles et accidents du travail
- Contre la baisse de leurs revenus, des éleveurs bretons en lutte
- p. 10 ■ Kyrnolia Ajaccio
- RTM Marseille
- Eurocopter Marignane
- p. 11 ■ Snecma-Gennevilliers
- Renault Technocentre - Guyancourt
- Renault - Cléon

• Les 154 morts de la catastrophe aérienne en Espagne

Course aux profits et complicité des pouvoirs

Le crash de l'avion MD 82 de la Spanair à Madrid le 20 août dernier avec ses 154 morts a provoqué un émoi considérable en Espagne et dans le monde, y compris en France. Il apparaît que cet accident n'a rien à voir avec la fatalité, et qu'il met en cause en premier lieu la compagnie concernée, mais aussi bien d'autres compagnies d'aviation, le constructeur et la complicité de fait des États.

L'avion avait ce jour-là de graves dysfonctionnements visibles par tous. C'est sur l'ordre impératif des responsables de la compagnie que l'avion a néanmoins décollé alors que plusieurs passagers réclamaient de descendre. Immédiatement un journal espagnol, *El Mundo*, a rendu public le témoignage d'un ancien pilote qui dénonçait la politique d'économie à tout prix des dirigeants de cette compagnie.

Quatre jours plus tard, à nouveau, un des avions MD 82 de Spanair a été obligé de se poser en catastrophe.

La seule mesure immédiate n'aura pas été d'arrêter les dirigeants et de leur demander des comptes : non, le gouvernement espagnol s'est contenté d'annoncer... une enquête, que chacun prédit longue et obscure. Quant à l'Europe, rien.

Le danger potentiel de cette série d'avions de la firme Mac Donnell Douglas, contrôlée par Boeing, est connu dans le monde entier de tous les intéressés. Rien que depuis l'année 2000, il y a eu, sans compter le dernier en date, six accidents majeurs ayant provoqué 598 morts. En avril 2008, les autorités de l'aviation civile américaine ont été obligées d'inter-



dire de vol 179 avions de cette série appartenant à la compagnie American Airlines, à cause de défauts sur les trains d'atterrissage, provoquant l'annulation de milliers de vols. En juillet dernier, elles ordonnaient la remise en état impérative de 670 autres appareils de cette série, détenus par diverses compagnies, à cause, entre autres, des risques de fractures des ailes et des structures des appareils.

Et si ces avions, incontestablement dangereux, ne sont pas mis au rancart, c'est qu'il en a été produit 1 200 et que ni les compagnies aériennes ni Boeing ne veulent perdre le moindre centime de bénéfices, et qu'en conséquence les États, aux ordres de ces actionnaires, préfèrent fermer les yeux, au moins à moitié.

Et plus généralement, ce sont les économies pratiquées sur l'entretien des avions qui sont en cause. Pour preuve l'accident du Boeing 737 au Kirghistan, quelques jours plus tard, avec 65 morts. On a parlé là de « compagnies voyous », c'est sans doute vrai. Mais Spanair était très bien cotée, elle. Et les économies sur l'entretien

des avions ne sont malheureusement pas propres à une ou à quelques « mauvaises » compagnies aériennes. Des milliers de postes d'entretien des avions ont été supprimés dans toutes les grandes compagnies, y compris chez Air France. Sous le couvert d'une « meilleure organisation », on a réduit de façon drastique la fréquence des contrôles et leur intensité. Ces compagnies sont d'abord et avant tout des sources de profits pour

leurs actionnaires et elles doivent générer du profit, même si cela met en danger la vie de centaines de passagers, avec la complicité des gouvernements.

Tout cela met en lumière le comportement de tout ce monde-là, et comment pour eux la vie des gens ne vaut pas cher face à la course aux profits qui est leur seule morale.

Paul SOREL

LO AUDIO... ET VIDÉO !

Pour tous ceux qui ont du mal à lire, Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : *Lutte Ouvrière, Lutte de Classe* et brochures du Cercle Léon Trotsky.

Pour y accéder : www.lutte-ouvriere-audio.org

NOUVEAU : les exposés des Cercles Léon Trotsky ou les récents passages d'Arlette Laguiller dans des émissions de radio et de télévision sur le site : www.audiovideo-lo.org



LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. *Lutte Ouvrière* (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière* » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti *Lutte Ouvrière* conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à *Lutte Ouvrière* et *Lutte de Classe*

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de *Lutte Ouvrière*

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	<i>Lutte Ouvrière</i>		<i>Lutte de Classe</i>
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Contraindre le patronat à payer la crise de son système, c'est possible !

Sarkozy et ses ministres ont beau jongler avec le vocabulaire pour éviter de parler de récession, celle-ci est bel et bien amorcée. Mais face à la recrudescence du chômage qu'elle annonce, à la chute continue du pouvoir d'achat depuis des mois, le gouvernement a déjà affirmé qu'il ne changerait pas de politique : il continuera ses « réformes », puisque c'est ainsi qu'il baptise toutes les mesures prises au détriment des services publics, de la Sécurité sociale, des retraites et des droits des travailleurs.

Mais si la haine de Sarkozy monte dans la population laborieuse, il ne manque pas de gens contents de lui parmi les privilégiés de la société. Au premier rang, on trouve naturellement la porte-parole du patronat français, Laurence Parisot, qui estime « *que sa personnalité apporte une modernité roborative à notre pays* ». « Roborative », c'est ce qu'on dit d'une cuisine qui nourrit bien son homme. Du point de vue du patronat, le mot est bien choisi.

Mais comme on n'a jamais vu un patron trouver que le gouvernement en fait assez pour lui, Parisot en demande encore plus. Si la détérioration de la situation économique aggrave encore la situation des salariés, elle n'empêche pas les grandes entreprises de continuer à annoncer des profits en hausse. Malgré cela Parisot déclare qu'il faut « *redonner de l'air à l'économie française en baissant les impôts et les charges* » sur les entreprises, alors que l'impôt sur les bénéfices des sociétés est passé de 50 % à 33 % depuis 1985 et que les cotisations sociales des employeurs ont déjà fait l'objet d'exonérations multiples.

La prise en charge par les entreprises d'une partie des frais de transport des salariés, dont a parlé Fillon, inquiète aussi Parisot qui pense qu'elle devrait « *être prise en charge par l'État* ». Ce serait pourtant logique que les patrons financent les déplacements des travailleurs dont ils ont besoin pour faire fonctionner leurs entreprises. Mais Parisot pousse un cri d'alarme : il ne faudrait « *pas passer de l'échec de l'État provi-*

dence au fantasme de l'entreprise providence » !

« État providence », cet État qui laisse une centaine de milliers de personnes sans domicile, et qui en condamne deux millions à vivre dans des locaux insalubres ou surpeuplés ? Cet État qui ferme des services hospitaliers et des hôpitaux de proximité, des bureaux de poste, des classes et des écoles ? Cet État qui face aux licenciements et aux suppressions d'emplois n'a pas d'autre politique que faire la chasse aux chômeurs ? C'est se moquer du monde.

Quant à « l'entreprise providence », quel salarié en voyant la stagnation des salaires, les réductions d'effectifs, l'augmentation des charges de travail pour ceux qui restent, pourrait penser avoir affaire à « la providence » ! L'entreprise n'est une « providence » que pour les actionnaires.

Si l'État est une « providence », c'est bien pour ces patrons aux ordres desquels il est. Car toute sa politique consiste à leur permettre de faire le plus de profits possible, en faisant disparaître de la législation du travail tout ce qui peut les gêner, en laissant les services publics aller à vau-l'eau pour mieux les arroser.

Le patronat, par sa puissance financière, exerce une véritable dictature sur le pays. Il a à son service les hommes politiques qui se succèdent au gouvernement, quel que soit leur parti, des prétendus économistes qui chantent la gloire du système capitaliste, il possède ou contrôle les grands moyens d'information et a les moyens de fabriquer l'opinion. Mais en fait, il n'a pas la véritable puissance économique, car celle-ci est entre les mains des travailleurs. Sans eux rien ne sortirait des usines, les transports, les services seraient paralysés. Plusieurs fois dans l'histoire ils ont su utiliser leur force collective, et à chaque fois le patronat a dû céder sur des revendications qu'il paraissait impossible d'imposer la veille. Souvenons-nous en, en ces jours de rentrée.

Arlette Laguiller

• Caucase

Rivalités entre grandes puissances sur le dos des peuples

Un concert d'indignation est monté des capitales occidentales suite à la décision unilatérale du Kremlin de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

La Russie est accusée de bafouer les grands principes « d'intangibilité des frontières internationalement reconnues ». Et Sarkozy et Kouchner ne sont pas les derniers à monter au créneau pour fustiger les atteintes à l'intégrité de la Géorgie et affirmer qu'ils ne l'accepteront pas. Sarkozy, dont les bons offices tournent au fiasco, a convoqué un sommet européen extraordinaire lundi prochain à Bruxelles. Au

moment où l'armée française mène une sale guerre d'occupation en Afghanistan, les déclarations des dirigeants français ne manquent pas de culot. Et puis la Russie ne fait que rendre aux Occidentaux la monnaie de leur pièce pour leur intervention au Kosovo, en violation des frontières « internationalement reconnues » de la Serbie !

La vertueuse indignation des dirigeants occidentaux est d'autant plus hypocrite qu'ils savent bien que toute l'affaire a commencé par une opération militaire de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud, encouragée par les conseillers militaires américains présents en Géorgie.

Le *Canard enchaîné* rapporte d'ailleurs que « *selon l'état-major français, ils [des officiers américains] avaient même « conseillé » aux Géorgiens d'attaquer* » et qu'« *ils avaient mis les mains à la pâte* » en réglant les tirs des lance-roquettes. Bref, le président géorgien, assuré de l'aide américaine, a lancé son offensive contre l'Ossétie.

Comment s'étonner que les dirigeants russes aient profité de l'occasion pour infliger une correction au présomptueux Saakachvili qui, au lieu de bénéficier d'un prompt renfort américain, n'a vu arriver que Sarkozy en monsieur bons offices.

Medvedev et Poutine ont ainsi profité de l'occasion qui leur a été offerte sur un plateau de pousser leurs intérêts dans la région, transformant l'Abkhazie et l'Ossétie en zones tampon face à la Géorgie sur le point de rejoindre l'OTAN, et bloquant le port pétrolier de Poti où les chars russes ont remplacé les humvees américains. À force de pousser leurs pions par peuples interposés, les stratèges américains ont fini par susciter une réaction d'envergure destinée à marquer les limites à ne pas dépasser.

Cette crise illustre les rivalités entre grandes puissances pour le partage des zones

d'influence, l'implantation de bases militaires, la maîtrise de la production et de l'acheminement du pétrole. Et malgré les déclarations des uns et des autres qui prétendent défendre qui la liberté et la sécurité des peuples, qui leur droit à l'indépendance, les grandes puissances ne défendent que leurs propres intérêts économiques, stratégiques et militaires mais certainement pas les libertés et les droits des peuples, utilisés comme otages quand ce n'est pas comme chair à canon dans les bras de fer qu'elles se livrent.

Dominique CHABLIS

Au programme : économies budgétaires

Pour le gouvernement, le thème affiché de la rentrée scolaire est : faire des économies. Et ce, avant tout, en supprimant par milliers des postes budgétaires, c'est-à-dire surtout des enseignants, et également des personnels éducatifs et administratifs. Tant pis pour les conséquences sur la scolarité des enfants et des adolescents, tant pis pour les conditions de travail des professeurs et agents.

Fillon et Darcos ont beau les enrober de formulations à prétention pédagogique, les suppressions de postes sont déjà massives et les prévisions sont inquiétantes. Plus de 5 000 postes supprimés à la rentrée 2007, plus de 11 000 à la rentrée 2008, 13 500 autres suppressions à la rentrée 2009, annoncées en juillet par le ministre, ce n'est apparemment qu'un avant-goût des intentions du gouvernement en matière de coupes dans les emplois à l'Éducation nationale.

Rien qu'en mettant en place ce qu'il nomme la « réforme des lycées », Darcos se déclare capable « d'économiser » 16 000 à 17 000 postes en trois ans. La fédération de parents FCPE annonce en effet que les postes supprimés dans les cinq ans à venir se chiffraient à 85 000 !

Les parents savent compter : cette politique d'économies budgétaires se traduit déjà et se traduira plus encore par des conditions d'étude dégradées. Il suffit de savoir lire, pas même entre les lignes, les annonces de Darcos dans le cadre de sa « réforme des lycées » : le « ciblage des programmes sur les fondamentaux », associé à « l'allègement des horaires des lycéens » et à « l'aide personnalisée », signifie clairement la restriction drastique des options variées, des offres de langues, des petits groupes de travail.

À l'école primaire, le « retour aux fondamentaux » se traduit déjà, à titre d'exemple,



par moins d'une demi-heure hebdomadaire consacrée à l'histoire-géographie en primaire. Au collège, autre exemple, le projet de programme d'histoire de sixième évacue l'étude de l'Égypte ancienne, sujet pourtant accrocheur pour les collégiens...

Au total, même si Darcos vante « une école plus énergique, plus tonique, sans être plus coûteuse », il est évident que la diminution systématique du

nombre d'adultes présents pour encadrer les élèves ne peut se faire qu'au détriment de ces derniers. Et quand le ministre prétend rentabiliser les enseignants-remplaçants, qui d'après lui ne seraient employés qu'à 80 %, il faut comprendre qu'ils seront affectés à une classe à l'année et que les enseignants malades seront de moins en moins remplacés.

Cette politique d'économies budgétaires est dénoncée

depuis des mois par la majorité des personnels de l'Éducation nationale, des parents et des lycéens. Elle a déjà occasionné des journées de grève, des manifestations, des occupations d'écoles. Les victimes de cette politique, tous ceux qu'elle concerne, et ils sont nombreux, reprennent à présent le chemin des salles de classes. Celui des mobilisations devra suivre.

Viviane LAFONT

Deux heures en moins à l'école

Cette rentrée est la première sans école le samedi matin dans le primaire. Les deux heures de cours ainsi économisées – 24 heures hebdomadaires au lieu de 26 – sont en principe destinées à offrir des heures de soutien scolaire aux enfants le plus en difficulté, dans le but de leur offrir une « aide individualisée », selon le ministère.

Mais la mise en place de ces deux heures est un casse-tête pour les écoles et pour les communes. Le matin avant les cours ou en fin d'après-midi, elles posent un problème de trans-

port collectif. Le midi, sur le temps de repas, cela diminue la pause nécessaire pour les écoliers et s'avère trop complexe pour la gestion des cantines. Reculer l'heure de début des cours pour permettre leur déroulement, c'est générer de nouveaux problèmes de garde d'enfant. Certaines municipalités ont donc tenté de gagner un an, mais le ministre est intraitable.

Pourtant, constate le syndicat des enseignants du primaire SNUipp, « la grande majorité des enfants qui en ont besoin

n'auront pas ces deux heures de cours en plus ». Et c'est d'autant plus regrettable que, disent ces enseignants, c'est pendant le temps scolaire proprement dit

que les difficultés se combattent, dans la dynamique du groupe d'enfants, surtout s'il n'est pas trop nombreux, et non individuellement, et encore

moins par l'intermédiaire de « stages de rattrapage » organisés à la va-vite pendant les vacances scolaires.

V.L.

L'année de l'enseignant ? À voir...

Enterrées semblent les promesses de faire bénéficier les salariés de l'Éducation nationale de la moitié des économies réalisées sur les suppressions de postes. En termes de conditions de travail, c'était déjà contradictoire, mais en termes de salaire ?

C'est pourtant ce que tente de suggérer Xavier Darcos en cette période de rentrée scolaire. « Il faudrait que cette année soit celle des enseignants », vient-il de déclarer. Mais avec 0,5 % d'augmentation en mars et 0,3 % annoncé en octobre, comme pour les autres fonctionnaires, les salaires sont loin de suivre l'inflation, même officielle. Pour les trois prochains

ans, les augmentations prévues par le gouvernement ne sont que de 0,8 %, puis deux fois 0,5 %.

Alors, qu'avance Darcos ? Rien qu'« un peu plus de reconnaissance morale et matérielle », soit une prime de 500 euros pour les seuls enseignants qui accepteraient de faire trois heures supplémentaires par semaine – pendant qu'on supprime les postes de leurs collègues ! – et une prime pour les jeunes enseignants en début de carrière.

Les salariés de l'Éducation nationale voient ce qui leur reste à faire pour que les salaires suivent les prix...

V.L.

Économies sur le dos des handicapés

La réforme des bourses étudiantes conduite, cette année, par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, remet en cause une partie des droits à la bourse des étudiants handicapés.

Si, jusqu'à présent, le handicap faisait partie des critères sociaux pris en compte lors de l'attribution d'une bourse d'études, la réforme ne prend plus en compte comme critères que le revenu du foyer fiscal duquel dépend l'étudiant, le nombre d'enfants à la charge de la famille et l'éloignement entre le domicile parental et le lieu d'étude, mais plus du tout le handicap. À la place, la prestation compensatoire au handicap est élargie aux étudiants handicapés de moins de 21 ans. Mais comme le font remarquer les associations de défense des handicapés, cette prestation, qui permet aux étudiants de rémunérer une personne qui les aide, ne remplace pas une bourse qui permet à l'étudiant de payer sa nourriture ou ses fournitures scolaires.

Selon le ministère de l'Enseignement supérieur, 1 200 étudiants handicapés devraient être affectés par la refonte du calcul des bourses.

Ceux qui perdront leur statut de boursier n'auront plus droit non plus à l'exonération des droits d'inscription dans leur établissement d'enseignement supérieur ni même à l'exonération de cotisation à la Sécurité sociale étudiante.

Ces montants sont loin d'être négligeables, puisque pour la rentrée universitaire 2008/2009, les frais d'inscription s'élèvent à 169 euros pour une licence, 226 euros pour un master et 342 euros pour un doctorat.

Cette mesure est à l'image de ce que le gouvernement a réalisé pour les handicapés. Car si depuis le vote de la loi sur le handicap il y a trois ans, la scolarisation des enfants handicapés est reconnue comme un véritable droit, dans les faits, les moyens manquent et les enseignants ne sont pas préparés à accueillir un enfant handicapé. D'ailleurs seulement 26 % en ont déjà accueilli un depuis trois ans.

Le gouvernement se vante du nombre de jeunes handicapés accueillis à l'école ordinaire, mais il se vante bien moins du fait que beaucoup d'entre eux, par manque de moyens, ne sont scolarisés que quelques demi-journées par semaine. Car quand une auxiliaire de vie scolaire, qui accompagne l'enfant dans la classe s'il en a besoin, est prévue à mi-temps, l'enfant n'est souvent scolarisé qu'à mi-temps ! Le reste du temps, il se retrouve à la maison, avec tous les problèmes de garde et de difficulté à assurer un horaire de travail que cela pose pour les parents.

Sans compter que, selon les estimations, environ 5 000 enfants handicapés âgés de 6 à 16 ans, ne sont pas scolarisés et vivent à domicile car ils sont refusés à l'école et ne trouvent pas de place dans un établissement spécialisé.

Il paraît que, depuis 2002, le handicap est, pour la droite au gouvernement, un chantier prioritaire ; on voit que les promesses n'engagent que ceux qui les croient.

David MARCIL

• Fruits et légumes

Une braderie qui ne fait pas oublier les hausses

Durant trois semaines dans toute la France, tous les vendredis et samedis, les commerces de proximité et les grandes surfaces sont autorisés à vendre des fruits et légumes « au déballage », en dehors de leur magasin (y compris sur les parkings) et à des prix qu'ils peuvent fixer librement.

Ce type de vente, prévu dans la loi et soumis à autorisation du préfet, a été pour l'occasion autorisé par trois ministères, ceux de l'Économie, de l'Agriculture et du Commerce, après une demande d'Interfel, la filière commerciale des fruits et légumes. Il s'agit de « donner un coup de pouce aux producteurs qui sont en surproduction » et ainsi « résorber les montagnes de légumes accumulées depuis le début de l'été ».

Des stocks se sont ainsi accumulés parce que les augmentations de prix avaient dissuadé toute une partie de la population d'acheter des fruits et légumes, devenus des produits de luxe, voire carrément inaccessibles. Selon l'Insee, la hausse annuelle des fruits en juin dernier avait atteint 18 %. Cette hausse de prix n'avait pas



profité aux petits producteurs, comme l'a attesté notamment la vente militante directe des producteurs aux consommateurs organisée par le PCF le 21 août à des prix nettement plus bas que dans le commerce. On peut se douter que les capitalistes de la filière commerciale et les grandes surfaces ont été les grands bénéficiaires des hausses, même s'ils ne font évidem-

ment pas de publicité sur le sujet. En tout cas, les trois quarts du chiffre d'affaires des fruits et légumes sont réalisés par les hypermarchés.

Seulement, à force de tirer sur la corde, la demande de fruits et légumes a commencé à s'effondrer durant l'été, phénomène accentué par la baisse du pouvoir d'achat. Selon la Fédération nationale des familles rurales, le budget « fruits et légumes » préconisé par l'Organisation mondiale de la santé représenterait entre 6,3 % et 12,6 % du smic. Et comme il y a des dépenses incompressibles comme le loyer, il n'est pas étonnant qu'il y ait mévente.

Le gouvernement, en autorisant des ventes « au déballage », favorise une opération destinée à écouler des stocks importants tout en empêchant les prix de s'écrouler. Toutes

les grandes surfaces ont d'ailleurs répondu présent. Pour les consommateurs, l'intérêt de telles opérations est limité d'autant que la règle du jeu est d'acheter en cagettes et non pas au détail (excepté pour le melon), afin de bénéficier de prix réduits... et en espérant que les fruits se conservent. Quand le gouvernement prétend par ce genre d'initiatives « lutter pour le pouvoir d'achat », ce n'est pas la réalité.

Dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs, il faudrait organiser la production en fonction des besoins de la population, et non en cherchant à préserver un marché organisé pour garantir les marges de la grande distribution.

David MARCIL



Ils nous roulent dans la farine

Il y a un an, on nous expliquait que l'augmentation du prix de la farine justifiait l'augmentation du prix du pain.

Aujourd'hui, on apprend que les cours du blé ont reculé d'au moins 40 % depuis le début de l'année. Mais pas question de diminuer le prix

du pain car, nous expliquent les uns, la farine compte pour peu de chose dans le prix de la baguette, les autres affirmant que le coût de la fabrication de la farine reste élevé. Une chose est claire : ce sont les consommateurs qu'on roule dans la farine.

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n° 114 (été 2008)

- Hausses de prix, coups de colère, émeutes de la faim : les soubresauts d'une société en crise
- Le Parti Socialiste, ou l'opposition de Sa Majesté le capital
- Leur Union européenne à l'heure du non de l'Irlande et de la présidence française
- Afrique du Sud – Émeutes xénophobes sur fond de démagogie politicienne et de pauvreté

Prix : 1,50 euro

Envoi contre quatre timbres à 0,55 euro

• Chômage

Derrière les mensonges du gouvernement

Selon les statistiques de l'Unedic et de l'Anpe rapportées par la presse, sur les douze derniers mois, le nombre de travailleurs intérimaires a baissé de 42 500, soit de près de 7 %. Quant aux jeunes, ils subissent de plein fouet la baisse des embauches comme des offres d'emplois en CDD et en CDI, avec un chômage en hausse de plus de 6 % depuis le 1^{er} janvier 2008.

Ainsi, alors que le gouvernement persévère à se féliciter d'un taux de chômage qui se situerait autour de 7,2 % de la population active, la situation réelle de l'emploi continue d'être catastrophique, et menace même d'empirer. Les patrons ne se gênent pas pour le déclarer. Tous les prétextes sont bons : la mauvaise conjoncture dans le bâtiment et la construction, la concurrence internationale dans l'industrie, la crise des crédits immobiliers pour les banques, etc. Tout est prétexte à ne pas embaucher, voire à débaucher. Ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi, comme les jeunes, ou ceux qui n'ont trouvé qu'un emploi précaire, dans l'intérim, en sont les premières victimes. Et puis, il y a aussi tous ceux menacés par un plan social, c'est-à-dire par des licenciements, exigés par les patrons et leurs actionnaires invoquant la nécessité de faire des économies.

Pendant que ceux qui ont un travail subissent des conditions d'un autre âge, la flexibilité des horaires, les cadences et les bas salaires, le nombre de chômeurs ne cesse de croître. C'est insupportable et il faudra bien qu'un jour ou l'autre, les travailleurs imposent aux patrons le partage du travail entre tous ceux qui en réclament et un salaire décent pour tous !

Lucienne PLAIN

• Afghanistan

Les « bavures », c'est la guerre au quotidien

Vendredi 22 août, les troupes de la coalition sous commandement américain ont effectué des bombardements meurtriers dans le district de Shindand en Afghanistan.

Un porte-parole du Pentagone a déclaré que « c'était une frappe légitime contre les talibans » ; il a ajouté : « Malheureusement il y a eu des victimes civiles, bien que leur nombre fasse débat, mais c'est la raison pour laquelle une enquête est menée. »

Leur nombre ne fait plus débat : l'enquête de l'ONU a

confirmé la mort de 90 civils « parmi lesquels 60 enfants, quinze femmes et quinze hommes », en précisant que « quinze autres villageois avaient été blessés ».

En juillet, deux bombardements dans l'est du pays avaient fait 64 victimes civiles, dont 47 qui se rendaient à un mariage et parmi elles 39 femmes et enfants. Au cours des six premiers mois de 2008, selon l'ONU, 255 civils ont été tués par les forces étrangères.

Le gouvernement d'Hamid

Karzaï a annoncé qu'il souhaitait « renégocier les termes de la présence des forces internationales en Afghanistan », une façon de se démarquer de ces « bavures » qui dressent la population non seulement contre les armées étrangères mais aussi contre l'armée afghane. Après les bombardements du 22 août les habitants de la région ont en effet jeté des pierres aux soldats afghans venus les secourir en disant : « L'armée afghane est notre ennemie, nous ne voulons rien de nos ennemis. »

Mais les « bavures » sont

inséparables des opérations des troupes d'occupation ; pour elles, comme dans toutes ces opérations de « pacification » qui rappellent les guerres coloniales, tout habitant est un ennemi en puissance, tout village un refuge pour les terroristes. Et plus l'occupation dure, plus cela devient vrai. Et plus c'est dramatique pour la population afghane qui risque de ne se débarrasser des troupes étrangères que pour retomber sous la dictature des talibans.

Sylvie MARÉCHAL



Discours hypocrites et réalité sociale

Les talibans n'ont pas toujours été, aux yeux des grandes puissances, ces « barbares moyenâgeux » (selon l'expression de Sarkozy) qu'il faudrait à tout prix éliminer. Après le retrait des troupes soviétiques, en 1988-1989, ils ont étendu leur emprise progressivement sur le sud du pays, jusqu'à leur entrée à Kaboul en septembre 1996. Les États-Unis et leurs alliés sont d'autant plus restés passifs à ce moment-là qu'ils avaient largement aidé durant les années précédentes toutes les forces islamistes qui avaient combattu la présence soviétique en Afghanistan.

Mais au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, Bush avait besoin de faire une démonstration de force aux yeux de l'opinion américaine. Dans les jours qui suivirent, les États-Unis et leur alliée la Grande-Bretagne (alors dirigée par le socialiste Tony Blair) commencèrent leurs préparatifs militaires contre l'Afghanistan présenté comme le repaire d'Al-Qaïda, sous le prétexte de s'emparer de Ben Laden. Le 7 octobre l'aviation américaine procédait à son premier bombardement sur le pays. Les États-Unis intervinrent militairement en Afghanistan. Ben

Laden s'y trouvait peut-être, mais sept ans après, il court toujours.

Ce n'est que dans un deuxième temps que l'ONU, qui avait été mise devant le fait accompli, avalisa l'opération, en se réjouissant que « les changements radicaux provoqués par les attentats terroristes du 11 septembre ont fait que les objectifs des Nations unies sont devenus plus faciles à atteindre ». L'opération « Justice sans limites » se transforma en « Liberté immuable », avec la formation de la coalition censée rétablir la démocratie dans le pays, à laquelle la France, parmi bien d'autres pays, s'associa. À l'époque, Chirac, président de la République, et Jospin, son Premier ministre socialiste, étaient sur la même longueur d'onde. Ce dernier déclarait que la lutte contre le terrorisme « serait conduite collectivement avec une détermination absolue et dans la durée ».

Aujourd'hui, à en croire Sarkozy, ce serait pour défendre la démocratie qu'incarnerait le régime d'Hamid Karzaï que la France maintiendrait sa présence militaire, et Rachida Dati ne manque pas une occasion d'évoquer le sort des femmes afghanes si les talibans revenaient à

Kaboul. Mais si l'on en croit un rapport de l'ONU (qui, rappelons-le, patronne officiellement l'intervention de la coalition), rapport publié en novembre 2007, le régime de Karzaï est bien loin de l'image idyllique que Sarkozy et Kouchner veulent en donner.

Qu'on en juge. En ce qui concerne la création d'une police afghane, « les autorités du ministère de l'Intérieur ont été accusées de nombreuses reprises de ne pas avoir eu le courage de congédier des hauts gradés manifestement corrompus ». « La corruption et le clientélisme semblent toucher la police de manière particulièrement grave. » Le système judiciaire souffrirait « de la corruption institutionnalisée ». « Les journalistes risquent l'emprisonnement s'ils critiquent l'application du droit islamique. »

Quant au sort des femmes si fréquemment invoqué pour justifier l'intervention militaire de la coalition : « L'ONU estimait au début 2007 que 30 % des femmes détenues le sont pour des infractions qui ne sont pas de nature pénale, mais plutôt essentiellement des violations d'ordre moral, et qu'une autre tranche de 30 % sont détenues pour adultère. » Admironons au passage cette sub-

tile distinction entre adultère et « violation d'ordre moral ». Il n'en reste pas moins que dans le territoire contrôlé par le gouvernement Karzaï le sort des femmes n'est pas particulièrement enviable.

La conclusion de ce rapport de l'ONU ne brille pas par un excès d'optimisme, en reconnaissant que « l'aspiration à une paix durable... commence à ressembler à un idéal dont la réalisation semble de plus en plus précaire ».

Il est vrai que le ministre de la Défense, Hervé Morin, « conteste totalement le mot guerre » pour parler de ce qui se passe en Afghanistan. On avait connu cela avec l'Algérie, où pendant des années les responsables politiques et militaires de la France ne parlaient que « d'opérations de maintien de l'ordre ». Il a fallu attendre 1999, 37 ans après la fin du conflit, pour que la loi reconnaisse qu'il y avait bien eu une guerre en Algérie. Un ministre de la Défense qui a peur des mots, cela ne fait pas glorieux.

François DUBURG

L'opposition Le gouvernement s'en moque

Après la mort des dix soldats français près de Kaboul le 18 août dernier, un sondage publié par *Le Parisien* établit que 55 % des Français souhaitent le retrait des troupes d'Afghanistan. Seulement, il ne sera pas tenu compte de cette opinion majoritaire.

Le gouvernement, il est vrai, a annoncé qu'un débat suivi d'un vote aurait lieu au Parlement le 22 septembre. En fait, il est assuré d'obtenir carte blanche pour poursuivre son intervention. « Sur un sujet aussi essentiel, il est important que le président de la

Puisqu'il le dit.

Entre les deux tours de l'élection présidentielle, le candidat Sarkozy fut interrogé sur France 2 à propos du maintien des troupes françaises en Afghanistan. Sa réponse fut très claire : « Il était certainement utile qu'on les envoie dans la mesure où il y avait un combat contre le terrorisme mais la présence à long terme dans cet endroit du monde ne me semble pas décisive. » Et il ajouta même : « De toute manière, si vous regardez l'histoire du monde, aucune

nation étrangère n'a réussi dans un pays qui n'était pas le sien... Aucune, ni la Chine au Vietnam, ni les Japonais... aucune, quelle que soit l'époque, quel que soit le lieu... »

Aujourd'hui, c'est en Afghanistan que « se joue une partie de la liberté du monde (...) que se mène le combat contre le terrorisme », selon le président Sarkozy ; son gouvernement vient d'envoyer sept cents hommes de plus

Sarkozy rend hommage à Sarkozy

L'hommage de Sarkozy aux dix soldats tués en Afghanistan n'est pas passé inaperçu : « Je veux dire devant les familles que jamais je n'ai mesuré à ce point ce que peut être la solitude d'un chef de l'État ». C'est ainsi qu'il a osé s'adresser aux familles dont la solitude est sûrement plus dramatique que la sienne.

Mais après un moment de

déprime, Sarkozy s'est repris pour affirmer : « Je vous dis en conscience que si c'était à refaire, je le referais, pas la patrouille, pas le même enchaînement des événements, mais le choix qui m'a amené à confirmer la décision de mes prédécesseurs », passage accompagné d'une sorte de rictus, ou de ricanement, au moment où Sarkozy signifiait

qu'il ne souhaitait pas qu'une nouvelle patrouille connaisse le même sort.

Mas pourquoi se reprendre ? Comme ses généraux, Sarkozy fait la guerre avec la peau des autres. Sa seule touche personnelle, c'est l'indécence qui consiste à parler de lui-même en toutes circonstances.

S.M.

• Troupes américaines en Irak

J'y suis, j'y reste !

Vendredi 22 août, la Maison-Blanche a démenti qu'un accord, concernant le retrait des troupes américaines en Irak, avait été signé entre le gouvernement de Bagdad et les États-Unis. Une façon comme une autre de rappeler que les États-Unis n'ont pas l'intention de quitter l'Irak.

Ce démenti venait contredire les déclarations faites, quelques heures auparavant, par le chef des négociateurs irakiens. Celui-ci avait assuré que les discussions en cours depuis plusieurs mois entre la puissance occupante et le gouvernement né de l'intervention américaine, s'étaient soldées par un accord fixant le retrait des troupes américaines au plus tard à la fin 2011. Le porte-parole irakien avait expliqué combien il était important pour son gouvernement de savoir quand les troupes d'occupation quitteraient le pays, afin

de garder quelque légitimité auprès de la population.

Mais les préoccupations du gouvernement irakien sont le cadet des soucis de Washington, qui ne veut pas s'engager sur une date de retrait de ses troupes. Le projet d'accord en discussion prévoit d'ailleurs qu'« en fonction de la situation », les États-Unis conserveront la possibilité aussi bien de retirer leurs troupes avant 2011 ou, au contraire, de prolonger l'occupation, selon les besoins du moment.

Et de toute façon, il est acquis que, même si les troupes américaines entamaient un retrait, en 2011 ou plus tard, des soldats américains, cantonnés dans plusieurs bases militaires, resteront sur place. Et le nombre de ces bases, comme celui des militaires américains qui stationneraient en Irak, reste lui aussi inconnu.

À l'évidence, Washington n'a pas l'intention de quitter

rapidement l'Irak.

C'est que les États-Unis ne se sont engagés dans la guerre en Irak en 2003 ni pour lutter contre le terrorisme international, ni pour instaurer la démocratie en Irak, comme ils l'ont alors prétendu. Cela, c'est le genre de mensonges que les va-t-en-guerre servent à leur opinion publique. Les États-Unis entendaient surtout renforcer leur propre poids politique, militaire et économique au Moyen-Orient, une région à laquelle les ressources en pétrole donnent une importance stratégique particulière.

Et de ce point de vue, les États-Unis, comme les puissances de second ordre qui peuvent à l'occasion lui prêter la main, ne s'embarrassent pas plus de grands principes que ne le fait la Russie de Poutine quand elle cherche à garder le contrôle de la Géorgie et des pipelines de la région.

• États-Unis

Convention démocrate

Obama à la pêche aux électeurs d'Hillary Clinton

La convention du Parti Démocrate, qui doit normalement confirmer la candidature de Barack Obama à la présidence des États-Unis et de Joe Biden comme vice-président, a commencé ses travaux le lundi 25 août. Elle devrait se conclure, jeudi 28 août, par un discours programmatique du candidat démocrate.

Cette convention, comme toute la campagne présidentielle américaine, est un grand show très coûteux. Près de 40 000 chambres d'hôtels ont été retenues à Denver pour les 50 000 participants de la convention. Mais le candidat démocrate ne manque pas de moyens financiers. Des deux candidats à la présidentielle américaine, il est celui qui a reçu le plus d'argent pour sa campagne : 337 millions de dollars, à ce jour, contre 122 à son adversaire républicain John McCain.

En tête des bailleurs de fonds des deux candidats, on trouve quelque 146 grandes entreprises, parmi lesquelles une quarantaine de firmes soutiennent même les deux candidats. Le grand capital entend ainsi peser sur celui qui se retrouvera à la Maison-Blanche en janvier prochain. Et si on en juge par le montant des dona-

tions, il penche plutôt pour le candidat démocrate.

Mais Obama n'a pas pour autant gagné la partie. Son principal problème se trouve pour le moment dans son propre camp. Selon un sondage publié par le quotidien *USA Today*, 30 % des électeurs démocrates qui soutenaient Hillary Clinton (elle avait réuni 18 millions d'électeurs sur son nom) ne veulent toujours pas reporter leur vote sur Obama. C'est pourquoi la déclaration d'Hillary Clinton était très attendue à cette convention.

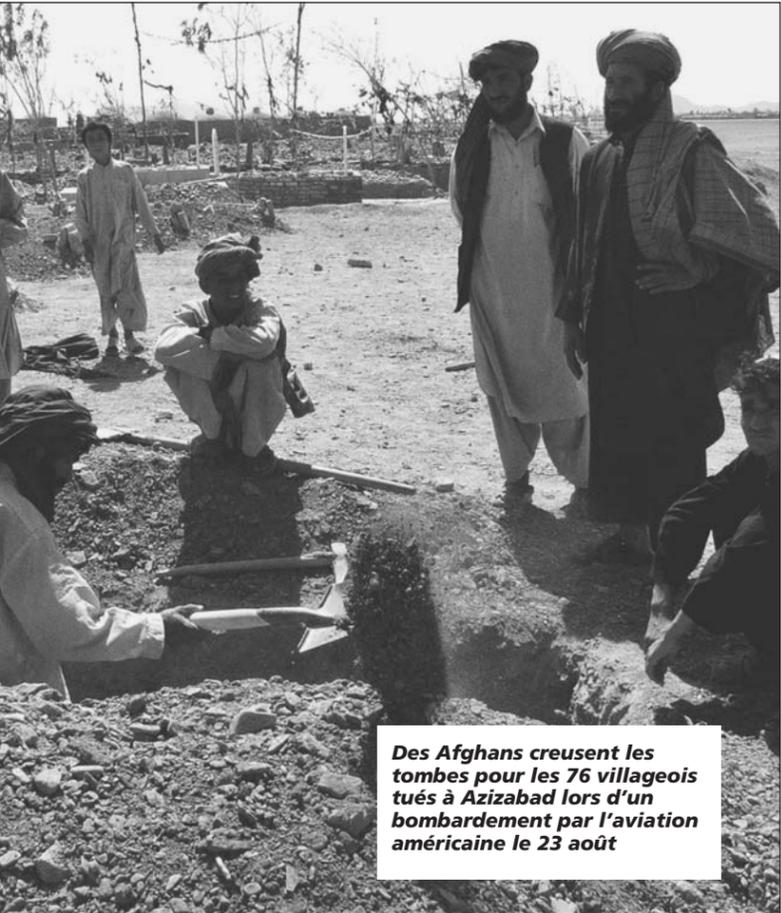
Mardi 26, Hillary Clinton a confirmé ses appels antérieurs à ses partisans pour qu'ils reportent leur vote sur Obama. Elle a appelé les électeurs démocrates à s'unir afin de battre McCain, prolongement naturel de l'administration Bush. Mais le millier de partisans des Clinton qui ont manifesté devant la convention pour dire leur refus de voter Obama montre que la partie n'est pas gagnée. Le camp républicain en a conscience. Ses spots publicitaires (une des raisons du coût élevé des campagnes américaines) défilent en boucle les attaques d'Hillary Clinton contre Obama pendant les primaires démocrates.

L'autre atout sorti de la manche des démocrates pour

convaincre les électeurs d'Hillary Clinton de voter Obama est le choix de Joe Biden comme vice-président. Pendant les primaires, ce sénateur démocrate, qui fut en son temps un chaud partisan de l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Irak, a été très critique envers l'incompétence d'Obama sur les questions internationales. Il est donc censé combler cette lacune mais pas seulement. Il a aussi été présenté comme un « enfant de Pennsylvanie », cette région industrielle où les ouvriers sont nombreux, car dans les primaires l'électorat ouvrier démocrate préférait Hillary Clinton, qui lui semble plus proche de ses préoccupations. Biden s'affiche donc pour la suppression des « cadeaux fiscaux » accordés aux riches sous Bush et il brocarde la fortune personnelle de McCain. Il est aussi l'auteur en 1994 d'une loi contre les violences faites aux femmes. C'est censé consoler les électrices démocrates déçues de l'échec d'Hillary Clinton.

Reste à savoir si tout cela suffira pour réunir tous les électeurs démocrates qui ont bien des raisons de douter qu'Obama mènera une politique en faveur de la population laborieuse.

Jacques FONTENOY



Des Afghans creusent les tombes pour les 76 villageois tués à Azizabad lors d'un bombardement par l'aviation américaine le 23 août

n à la guerre ? ement et le PS ent

République ait l'appui de sa majorité », a déclaré Jean-François Copé qui préside le groupe UMP à l'Assemblée. Et effectivement un tel vote, prévu par la révision de la Constitution, est sans risque pour le gouvernement. Celui-ci n'aura pas même à répondre à une opposition à la guerre de la part du Parti Socialiste.

Alors que le sondage d'opinion indique que 62 % des sympathisants socialistes sont opposés à l'intervention française, les dirigeants du PS, eux, ne sont pas vraiment contre. Hollande vou-

draît simplement que le gouvernement « reconsidère sa stratégie ». Jean-Louis Bianco, député PS, reproche à Sarkozy non pas d'avoir augmenté la présence des soldats français, mais de l'avoir fait « sans avoir clarifié nos objectifs de guerre ». « Le retrait non, la révision stratégique oui », a déclaré Pierre Moscovici, chargé des relations internationales au PS. Il revendique d'ailleurs la paternité de l'intervention française en 2001 au temps du gouvernement Jospin, car c'était, voyez-vous, pour « appuyer les forces régulières afghanes » et « les former afin qu'elles puissent lutter avec une plus grande efficacité contre les talibans ». Bref, c'est au nom de la lutte contre les terroristes que le PS justifie l'intervention française, tout comme la droite et comme Bush.

Mais quoi d'étonnant de la part des héritiers d'un parti qui avait mené la guerre contre le peuple algérien en usant, déjà, de ce genre de justification, alors qu'en fait, en Afghanistan, c'est l'intervention des puissances impérialistes qui alimente le terrorisme ?

s'enliser dans cette guerre, où se joue une partie... de l'influence des impérialismes français et américain.

Les propos de Sarkozy sont à géométrie variable ? Sans aucun doute... sauf pour l'issue prévisible du conflit : un échec total, l'accroissement de la misère et de la détresse des Afghans, bombardés par les troupes d'occupation et rejetés sous la coupe des talibans.

S.M.

Jean SANDAY

• Centre de tri des déchets de Romainville (Seine-Saint-Denis)

Quinze travailleurs en lutte pour leur embauche et leur régularisation

Depuis le 19 août 2008, quinze travailleurs sans papiers du centre de tri de déchets de Romainville occupent le site jour et nuit.

Intérimaires depuis cinq, six ans et plus sur le site, ils exigent une embauche en contrat à durée indéterminée, seul moyen pour eux d'obtenir enfin des papiers des préfetures.

Le centre de tri de déchets de Romainville (le plus important de France) traite 160 000 tonnes de déchets par an pour le compte des communes de la Seine-Saint-Denis et de l'Est parisien. Il est la propriété du Sycotom, un syndicat intercommunal qui regroupe Paris et 85 villes de la banlieue parisienne.

Jusqu'à juin dernier, c'était Veolia, multinationale française, qui exploitait le site, ou plus exactement les 160 travailleurs du site.

Pour assurer ses profits, Veolia recourait largement à l'intérim avec près de 60 % de l'effectif total. Son agence d'intérim recrutait des tra-

vailleurs sans papiers doublement précaires et obligés d'accepter sans broncher les conditions de travail imposées par la direction.

En février 2008, Veolia perdait la délégation de service au profit de Urbaser, une multinationale d'origine espagnole. Au moment de la passation de marché, Veolia et Urbaser se débarrassaient de neuf intérimaires, Urbaser en profitant pour arrêter une chaîne de production.

Malgré leur situation précaire, ces quinze travailleurs du site, avec le soutien de la CGT et d'autres associations, ont choisi de ne pas se laisser faire et occupent jour et nuit la pelouse au pied du centre de tri, dormant dans une tente. Ils interpellent les maires des communes composant le Sycotom, en majorité des maires de gauche PS et PCF, pour obtenir leur soutien. Des mairies leur fournissent la nourriture et d'autres apportent leur soutien verbal.

Correspondant LO

Un sans-papiers au pays de l'absurde

De toutes les petites crapuleries dont sont victimes les travailleurs sans papiers, la palme va-t-elle revenir à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Paris ?

Selon le journal *Libération*, cette caisse vient en effet d'assigner devant les tribunaux un assuré sans papiers à rembourser 475,92 euros de prestations maladie, sous prétexte qu'il n'était pas légalement dans le pays.

Mais le hic, c'est que ce travailleur, Abdul, est arrivé en France il y a sept ans et n'a cessé de travailler en intérim sans discontinuer, certes avec de faux papiers, mais avec de vraies feuilles de paie. Il a donc cotisé durant sept ans à la caisse maladie, ce qui représente beaucoup plus que les 475 euros qui lui sont réclamés.

Abdul est actuellement sous le coup d'une reconduite à la

frontière et s'il est expulsé, que les tribunaux le condamnent ou pas à rembourser, il laissera à la Sécurité sociale plus que ce qu'il en a perçu.

Et c'est le cas de milliers de travailleurs sans papiers renvoyés dans leur pays d'origine et qui cotisent durant des années tant à la caisse maladie qu'à la caisse de retraite et qui ne toucheront jamais rien.

Mais c'est le genre de comptabilité que l'État ne veut pas tenir, car cela montrerait qu'outre le patronat, c'est bien l'ensemble du système qui profite de l'exploitation des travailleurs sans papiers.

Alors l'exigence demeure : régularisation de tous les travailleurs sans papiers.

Catherine FRÉMONT

• Les expulsions de sans-papiers continuent

Tout faire pour Taoufik !

Le jeudi 21 août dernier, des professeurs du lycée professionnel Louis-Girard de Malakoff (92) apprenaient par le Réseau éducation sans frontière qu'un de leurs élèves, Taoufik, devait être expulsé le lendemain matin depuis l'aéroport de Roissy en direction de Casablanca au Maroc.

Taoufik, un élève marocain qui prépare son bac professionnel en mécanique auto et est hébergé par une famille d'accueil, est un élève studieux et apprécié par ses professeurs. Lors de ses différents stages, il avait donné satisfaction à ses tuteurs et employeurs.

Après un anniversaire un peu trop arrosé, une intervention des policiers de la BAC a mal tourné. Taoufik et un de ses amis ont été condamnés à huit mois de prison, dont quatre avec sursis,

pour violences aggravées. Libérable le 13 août, Taoufik n'a pourtant pas retrouvé la liberté, comme cela a été le cas de son ami, français, condamné en même temps que lui.

Transféré au centre de rétention de Palaiseau, Taoufik s'est retrouvé le 14 août au tribunal d'Évry, qui a décidé son expulsion. L'affaire avait été préparée en secret sans même que la famille d'accueil ait été prévenue.

Le jeudi 21 août, dès 5 h 30 du matin au hall d'embarquement 2F de Roissy, nous étions une vingtaine, militants de RESF, famille d'accueil, le frère de Taoufik et trois de ses professeurs de retour de congés, pour empêcher son expulsion. Et effectivement, avec l'aide des passagers, et devant ses cris, les policiers ont dû finalement renoncer à l'expulsion.

Mais, mardi 26 vers dix heures, nous étions informés

qu'une nouvelle tentative d'expulsion serait réalisée à seize heures, cette fois sur un vol confidentiel, depuis l'aéroport du Bourget. De nouveau, parents d'accueils, professeurs, amis et militants se sont retrouvés, cette fois-ci à une trentaine devant le ministère Hortefeux barricadé pour l'occasion. Aussitôt encadrés par les CRS, puis repoussés vers le métro, nous n'avons même pas été reçus. Depuis, nous n'avons aucune nouvelle de Taoufik.

Où est-il ? Dans les rues de Casablanca où il ne connaît personne ? Quelque part au Maroc où il n'a presque plus de famille ? Dans un autre centre de rétention en France ? Dans le système policier auquel nous nous sommes heurtés, il n'y a visiblement personne pour s'intéresser à un jeune ouvrier marocain et à son entourage.

Correspondant LO



• Expulsions d'étrangers

Amara et Hortefeux « main dans la main »

Brice Hortefeux, ministre des expulsions d'étrangers, et Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la politique de la ville, ont souligné à quel point leurs politiques étaient complémentaires. Fadela Amara a même précisé, jeudi 21 août, qu'elle était « d'accord avec la plupart des mesures du pacte républicain sur l'immigration mis en place par Brice ». S'appeler par son prénom est peut-être une mode dans ce gouverne-

ment, mais ce « Brice » dans la bouche de Fadela Amara vaut son pesant de reniement.

Celle qui commença sa carrière politique en fondant une organisation de défense des jeunes filles issues de l'immigration, Ni putes ni soumises, en se battant courageusement contre les préjugés religieux et machistes, tresse maintenant des couronnes au ministre qui orchestre les arrestations de travailleurs sans papiers et de leurs

familles, qui remplit les centres de rétention et qui demande aux préfets de remplir leurs quotas d'étrangers expulsés.

Hortefeux a lui-même indiqué le prix des compliments de sa collègue du gouvernement : une place pour elle sur la liste qu'il conduira aux élections régionales.

En position éligible ou même pas ?

Paul GALOIS

• Goodyear Amiens

La riposte contre le sale coup du patron

Les quelque 1 500 ouvriers de l'usine Goodyear d'Amiens ont repris le chemin de leur usine à l'issue des congés, et ils devraient se réunir et manifester dès le 16 septembre prochain contre la menace de licenciements que ce géant mondial du pneu fait peser sur 402 salariés.

Cette menace de licenciements est particulièrement odieuse. Elle est le résultat d'un chantage ouvert et public de la direction du groupe. Celle-ci voudrait punir ainsi les travailleurs d'avoir refusé de donner leur accord à imposer l'aggravation de leurs conditions de vie avec les 4x8 (travail en continu le dimanche compris), un allongement substantiel de leurs heures de travail pour certains, et... près de 500 suppressions d'emplois d'ici deux ans.

Ce qui fait enrager la direction de ce groupe, les autres patrons, et nombre d'hommes politiques et de journalistes à leurs bottes, c'est que depuis un an les ouvriers se battent et ont pu mettre en échec à plusieurs reprises tous ces plans. Grèves, manifestations, référendum qui a donné une écrasante majorité pour refuser ces reculs.

Pour tous ces gens-là, les bons ouvriers sont ceux qui aujourd'hui se soumettent à l'ordre patronal, chez Goodyear et ailleurs. C'est l'air du temps, disent-ils. Ce qu'ils ne supportent pas c'est que dans une grande usine, et donc au vu et au su de tout le monde ouvrier, des travailleurs montrent la voie que toute la classe ouvrière aurait intérêt à suivre aujourd'hui : celle du refus de tout nouveau recul.

P.S.

• Hospices Civils de Lyon

Coup de Trafalgar sur la mutuelle

Le 9 septembre, un vote sera proposé à l'ensemble des salariés des HCL (Hospices Civils de Lyon) concernant leur mutuelle. C'est, paraît-il, pour s'aligner sur une réglementation européenne du principe « de la concurrence libre et non faussée » que des changements seront proposés au vote.

Tout d'abord, l'adhésion à la mutuelle des hôpitaux ne sera plus obligatoire, ce qui ne manquera pas d'intéresser les assurances privées, qui lorgnent sur la dizaine de milliers de nouveaux clients potentiels.

Pour ceux qui choisiront de rester adhérents de la mutuelle des HCL, on leur propose d'adopter de nouvelles règles de

fonctionnement proches de celles des assurances privées : cotisations pour les enfants (dont l'adhésion était gratuite jusqu'à présent) ; choix entre trois niveaux de cotisation et de remboursement ; augmentation importante des cotisations avec l'âge (alors que les retraites, elles, diminuent) ; et cotisation basée non plus sur le salaire réel mais sur le plafond de la Sécurité sociale.

Les cotisations pèseront donc plus lourd pour les plus âgés et pour les plus pauvres. La politique d'aide aux familles est sacrifiée, les inégalités vont encore augmenter dans le domaine des soins.

Le prétexte de l'Europe est

commode pour justifier cette régression. Avec la diminution des remboursements de la Sécurité sociale, avec la multiplication des dépassements d'honoraires des médecins, avec la mise en difficulté des hôpitaux publics par manque de financement afin de favoriser les cliniques privées, c'est toute la politique d'accès aux soins de la population la moins fortunée qui est menacée.

Et cette tendance est encore aggravée par les augmentations de tarifs des mutuelles qui doivent compenser les baisses de remboursement de la Sécurité sociale. Cette nouvelle dégradation, pour les employés hospitaliers, doit

tout à la politique de régression sociale du gouvernement.

Correspondant LO

• Contre la baisse de leurs revenus

Les éleveurs bretons ne cèdent pas

Mardi 26 août, les producteurs de lait bretons continuaient à bloquer des sites de la société Entremont. Cette dernière prétend décider seule du prix auquel elle leur achète le lait, soit 310 euros les 1 000 litres. Les producteurs veulent en obtenir 330 euros pour, disent-ils, simplement maintenir leur niveau de revenus.

Jusqu'à là les prix étaient fixés par des négociations entre producteurs et acheteurs, sous l'égide de l'État. Depuis le 1^{er} juillet, les prix sont « libres », c'est-à-dire que les plus puissants sont encore plus libres d'essayer d'imposer le prix qu'ils veulent.

Entremont, qui collecte 1,7 milliard de litres de lait auprès de 9 000 producteurs, est la propriété du groupe d'Albert Frère, un des plus puissants capitalistes européens. S'il arrive à imposer son prix aux agriculteurs, non seulement il fera un bénéfice supplémentaire de quelques dizaines de millions d'euros, mais il ouvrira la voie aux autres groupes laitiers. Le marché du lait en France représente 22 milliards de litres par an, collectés par quelques grands groupes auprès de 102 000 producteurs. Le principal d'entre eux, Lactalis, propriété de la famille Besnier, en collecte près de la moitié.

Mais si Besnier, Frère, Riboud (Danone) et les autres remercient sans doute le gouvernement d'avoir libéré les prix, ils doivent néanmoins surveiller la colère des éleveurs... comme le lait sur le feu.

Paul GALOIS

• Maladies professionnelles et accidents du travail

Une gigantesque fraude patronale

Un rapport officiel du ministère de la Santé confirme l'ampleur que prennent les accidents du travail et les maladies professionnelles non déclarés en tant que tels et qui se trouvent pris en charge par la Sécurité sociale comme de simples maladies. La loi prévoit pourtant que tous les accidents du travail et maladies professionnelles soient pris en charge par la branche accidents qui, comme c'est logique, est entièrement financée par le patronat..

Ainsi, en 2003, 11 332 cas de troubles musculo-squelettiques touchant le poignet (syndrome du canal carpien) ont été reconnus, mais 9 850 autres cas, traités médicalement, auraient eu également le travail comme origine sans être déclarés ainsi.

En ce qui concerne les maladies de peau (dermatoses) d'origine professionnelle, environ 1 100 cas par an sont indemnisés comme tels alors que le nombre de cas non déclarés serait sept à dix fois supé-

rieur. Pour les cancers d'origine professionnelle, « *il semble qu'au minimum un cas sur deux, chez les hommes, ne soit pas reconnu* », en 2000. Si l'on retient un champ de produits cancérigènes plus large et la fourchette haute de l'évaluation, la proportion atteint même trois sur quatre. Le rapport égrène aussi des chiffres éloquentes concernant l'asthme, les bronchites graves, les affections du dos.

Il ne peut pas s'agir simplement d'erreurs ou d'un comportement coupable de tel ou tel patron voyou. C'est une politique patronale systématique qui fait pression sur les salariés afin qu'ils renoncent à déclarer un accident du travail ou une maladie professionnelle. Les directions des entreprises de plus de 200 salariés y trouvent un intérêt particulier car le taux de la cotisation patronale est individualisé et dépend du nombre d'accidents ou de maladies professionnelles déclarés.

Non seulement ces faits sont de notoriété publique, mais depuis 1996, la loi de finance-

ment de la Sécurité sociale rend obligatoire tous les trois ans un rapport qui évalue le coût réel pour la branche maladie de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles. Le rapport qui vient de paraître donne une fourchette entre 550 millions et 1 milliard d'euros. Jusqu'à présent, la branche des accidents du travail, financée par le Medef, ne versait que 300 millions d'euros par an à l'assurance-maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail alors que le rapport précédent, en 2005, évaluait déjà de 356 à 750 millions d'euros les conséquences de cette sous-déclaration. C'est une cause du « trou de la Sécu » sur laquelle les gouvernements successifs se montrent fort discrets. Surtout, rien n'est fait pour empêcher les patrons de détériorer davantage la santé des salariés puisqu'au contraire ils ont le feu vert pour intensifier le travail et en prolonger sa durée.

Jean SANDAY



Manifestation, à Paris, en octobre 2007.

• Kyrnolia – Ajaccio (Corse)

Une brèche est ouverte dans la citadelle Veolia

Les salariés des différentes agences en Corse de Kyrnolia, filiale corse de Veolia, ont fait près d'un mois de grève pour obtenir une unification des statuts vers le haut. S'ils n'ont pas fait céder Veolia sur ce point, ils ont au moins ouvert une brèche.

Tout a commencé lorsqu'un salarié de la distribution de l'eau a assigné en référé sa direction sur le principe « à travail égal, salaire égal ». À Sagone le père et le fils travaillent tous deux pour Kyrnolia. Ils se déplacent à bord du même véhicule, ils visitent les mêmes chantiers et ils font le même travail et pourtant le salaire du fils est inférieur de 25 %.

C'est cela qui a mis en lumière la disparité des statuts des différentes entreprises et qui a mobilisé les travailleurs dans la grève. Kyrnolia regroupe les deux sociétés de la distribution de l'eau, la CEO (Compagnie des eaux et de l'ozone) et la CMESE (Compagnie méditerranéenne d'exploitation des services des eaux). Ces deux sociétés ont des statuts différents. Les syndicats (CGT et STC) ont revendiqué un alignement sur le haut et non tiré vers le bas comme le voudrait la direction.

Veolia est loin d'être sur la paille, son chiffre d'affaires a progressé de 14 % l'année dernière, ses profits sont de trois millions d'euros pour la seule Corse.

Occupation des locaux, blocage du port, les grévistes ont voulu se faire entendre. L'alignement sur le statut CMESE, cheval de bataille du mouvement, n'a pas été obtenu, la grève a été arrêtée après plus d'un mois.

Pour la reprise la direction propose 115 euros d'augmentation ainsi qu'un règlement des jours de grève : trois journées payées, dix jours récupérés sur les congés ou sur les repos, et un prélèvement échelonné sur trois mois en paie des onze restants.

Si cette grève a cessé en Corse, il n'en reste pas moins que la direction craint la contagion dans d'autres filiales de Veolia.

Correspondant LO

• RTM (Régie des transports de Marseille)

Au suivant !

Être accidenté du travail ou malade en longue maladie dans une entreprise de transport public, cela arrive trop souvent avec les chauffeurs agressés, les mécanos qui se cassent le dos ou qui ont les doigts ou un pied écrasés par les pièces lourdes et glissantes qu'il faut manipuler.

Tous ces accidents ne plaisent pas au patron qui, au lieu d'essayer d'en supprimer les causes, penche pour diminuer la durée de l'arrêt de travail en faisant pression sur les accidentés.

La RTM possède bien un service médical traditionnel avec des médecins et des infirmières compétents. Mais quand il s'agit d'accidents du travail, elle préfère passer par les services d'un médecin prestataire qui a déjà un cabinet médical en ville et qui officie pour l'occa-

sion directement dans les locaux directoriaux de Saint-Giniez.

Sa principale mission semble être, si l'on s'en tient aux faits, de faire pression sur les accidentés et les malades. Il faut qu'ils reprennent le travail. Il marche sur tout, la durée de l'arrêt, le maintien en accident du travail. Il semble partir du principe que l'avis du médecin traitant relève d'un « arrangement » qu'il faut démonter.

Sa relation avec la médecine semble tellement tenue que c'est avec fatalité qu'il nous dit : « Montrez moi cela quand même. »

Pour faire bonne mesure, les accidentés sont convoqués tous en même temps à 9 heures du matin. Pas de rendez-vous, pas d'agenda, une fois par mois



Travail sur une rame du métro : difficile et dangereux.

quel que soit le nombre d'agents de la RTM. L'attente dure parfois des heures dans une salle d'attente petite, blafarde et triste à en pleurer. Cela doit peut-être faire partie de la mise en condition.

Si les transports à Marseille c'est le bus, le métro et le tram, pour les tramontés accidentés, il n'y a qu'une seule ligne : la galère !

Correspondant LO

• Eurocopter Marignane (Bouches-du-Rhône)

Carnets de commandes pleins mais conditions de travail en panne

La visite du secrétaire d'État chargé de l'industrie, Luc Chatel, le mardi 26 août, a permis de nettoyer un secteur de l'usine. Tout était récuré à fond. La citronnelle remplaçait la lourde odeur habituelle de l'atelier. Tout le monde pouvait ainsi discuter des carnets de commandes archi pleins avec 14 milliards d'euros.

Mais si les ventes d'hélicoptères sont en pleine expansion, cela ne veut pas dire que les salaires, les conditions de travail et l'embauche vont bien. Au contraire !

À la chaîne Écureuil, un hélicoptère léger de quelques places qui se glisse partout, et qui sert dans les incendies de forêt par exemple, sur les 300 ouvriers, la



Rassemblement l'année dernière.

moitié sont sous le régime de l'intérim. Dans ce secteur qui est l'un des plus productifs, les conditions de travail sont aussi les pires, et les heures supplémentaires sont « obligatoires ». Pas question de refuser.

Les appareils sont collés les uns aux autres car la production a triplé mais pas l'espace. Certains travailleurs gèrent trois appareils en continu. Ils courent d'un appareil à l'autre. S'ils sont arrêtés par une pièce qui

manque, ils vont sur l'autre appareil et ainsi de suite. Cela ne décroche pas sous la férule de chefs omnipotents.

Mais le pire c'est que ce sont ces travailleurs qui doivent gérer le désordre de la production, qui va des pièces manquantes aux pièces non conformes en passant par les outils qu'il faut garder précieusement et les fiches techniques parfois absentes.

À 20 ans, l'ouvrier de base se retrouve avec les soucis d'un « responsable » sans, bien sûr, en avoir la paye.

La maîtrise s'arrange toujours pour faire retomber la responsabilité sur le dernier maillon de la chaîne, celui qui trime.

Correspondant LO

• Marseille

Un accès à la mer bloqué par le fric et la plaisance

Se rendre à la plage dans les quartiers nord de Marseille, les quartiers les plus populaires où vivent plus de 85 000 personnes, n'est pas simple.

L'accès à la mer ne peut se faire qu'à partir d'une longue route sinueuse car la mairie ne prévoit et ne discute que d'agrandir le port de plaisance en rajoutant plus d'anneaux pour les propriétaires de bateaux.

Le passage à la mer à partir du quartier de l'Estaque est

donc impossible. Il faut remonter plusieurs kilomètres pour arriver aux plages de Corbières. Là très tôt les parkings sont pleins et le stationnement se fait sur les bas-côtés de cette route.

Une seule ligne de bus y va. Le ticket coûte 1,70 euro. Ces bus sont encadrés par une quinzaine de contrôleurs appuyés souvent par une voiture pour traquer le moindre resquilleur. À cause du coût du trajet, certaines familles nom-

breuses préfèrent marcher directement sur la route car il n'y a pas de trottoir.

Quant à la police et aux CRS, ils ne sont pas là pour renforcer la surveillance de la baignade où ils seraient bien utiles. Ils font leur moisson de PV à 35 euros. Quand des automobilistes sanctionnés leur demandent où ils pourraient bien se garer, certains de ces policiers se contentent d'un sourire sarcastique.

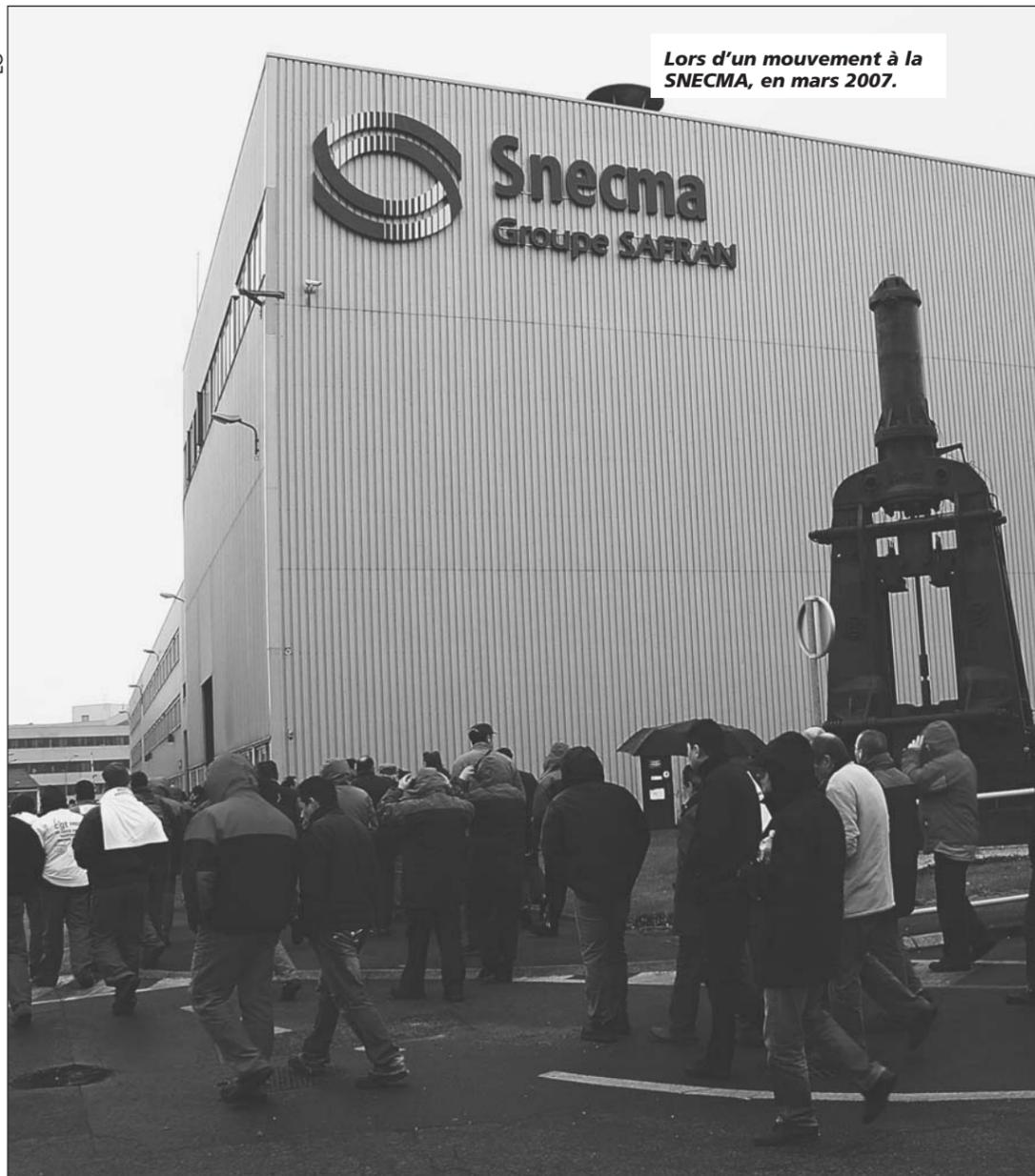
Au lieu de poster des con-

trôleurs et des policiers partout pour verbaliser, la ville de Marseille pourrait très facilement financer des transports gratuits pour les enfants du quartier, prévoir des navettes pour aller des parkings du bas jusqu'aux plages. Mais ce serait là, sans doute, trop demander à une mairie qui ne voudrait réserver l'accès à la mer qu'au fric et aux bateaux de plaisance.

Correspondant LO

• SNECMA – Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

Pas de trêve estivale pour la direction



Lors d'un mouvement à la SNECMA, en mars 2007.

À l'usine Snecma (Groupe Safran) de Gennevilliers, la direction a profité de la période estivale pour tenter une opération d'intimidation contre tous ceux qui, en juillet dernier, avaient osé s'opposer au licenciement d'un jeune camarade d'un secteur de la grosse Forge, le Parachèvement.

Annoncé le 17 juillet, ce licenciement avait été ressenti par tous comme une véritable provocation. Notre camarade, absent à plusieurs reprises pour des raisons médicales, avait été purement et simplement jeté à la rue sous prétexte d'absences non justifiées. Il n'avait pas même reçu une lettre de mise en garde ni un quelconque avertissement.

Dès le licenciement connu, la mobilisation était immédiate alors pourtant qu'on entrait déjà dans une période de congés. Les débrayages de solidarité se multipliaient jusqu'à fin juillet pour l'empêcher et entraînaient jusqu'à 200 personnes.

Le 21 juillet, CGT et CFDT

exigeaient le retrait du licenciement et devant l'obstination du directeur à maintenir la sanction, les salariés présents décidaient d'occuper le bâtiment administratif, gênant de ce fait le déplacement de certains membres du personnel de direction. Le soir même, le directeur faisait intervenir massivement la police avec chiens, flash-balls, lacrymogènes et caméras à l'appui. Bref, comme l'écrivit un tract CFDT, « la totale pour affronter des salariés armés seulement de leurs... sandwiches ».

La direction ne s'est pas contentée de cette mascarade policière. Elle a aussi voulu s'en prendre à dix travailleurs, la plupart militants et responsables de la CGT et de la CFDT et les a convoqués par courrier recommandé pour un entretien préalable avant sanctions disciplinaires à la veille du week-end du 15 août ! Mais devant la mobilisation des travailleurs présents à l'usine, devant le fait que jusqu'à cent salariés accompagnèrent certains délégués à l'entretien, la direction reculait partiellement, limitant les sanc-

tions à des avertissements et, pour l'un d'entre eux, à une « mise en garde ». Cependant, quatre travailleurs sont encore dans l'attente soit de la réception de leur courrier, soit de leur entretien. D'autres débrayages de solidarité sont donc prévus alors que beaucoup de travailleurs reviennent de congés et découvrent avec indignation cette opération d'intimidation de la direction.

Pour tous, il est clair que la direction n'a pas digéré la grève du printemps dernier pour 150 euros d'augmentation des salaires, grève qui avait mobilisé les travailleurs de l'ensemble du groupe, et en particulier ceux de l'usine de Gennevilliers.

La direction espère peut-être que son opération de déstabilisation peut réussir. Mais rendez-vous a été pris pour le jeudi 28 août, où les deux organisations syndicales appellent à un nouveau débrayage contre le licenciement de notre jeune camarade et contre les sanctions. Et pas question de se laisser intimider !

Correspondant LO

• Renault Technocentre – Guyancourt (Yvelines)

Le mépris patronal n'a pas de bornes

Le Technocentre est un site où sont conçus et développés, deux ans avant leur sortie, les nouveaux véhicules de Renault. À l'heure actuelle, plus de 12 000 salariés y travaillent : 9 500 embauchés par Renault, 400 intérimaires et 2 400 autres qui dépendent de plus de 100 entreprises de sous-traitance.

Au mois de juillet, avant même l'annonce par le PDG de Renault, Carlos Ghosn, de suppressions d'emplois, la direction du Technocentre avait prévu, pour certains véhicules, l'arrêt des contrats avec les entreprises sous-traitantes qui assurent la conception, les méthodes et la mise en place des outils dans les usines du groupe.

La directrice de l'Ingénierie Véhicules en avait profité pour étaler son mépris en affirmant que « les techniciens et les ingénieurs prestataires qui ont travaillé pour Renault sont très qualifiés, ils trouveront du travail chez Alstom et Areva ». C'était d'autant plus cynique que des licenciements ont aussi lieu dans ces groupes depuis des années.

Certains travailleurs prestataires, qui étaient en congés, ont été prévenus par un simple SMS mi-juillet. Leur entreprise les informait ainsi qu'ils ne devaient pas revenir chez Renault à la fin de leurs congés et qu'ils seraient recontactés plus tard. Pour gâcher les vacances, on ne fait pas mieux !

D'autres collègues prestataires ont été informés qu'ils devraient quitter le Techno-

centre début octobre. Et la majorité des prestataires des bureaux d'études verraient leurs contrats se terminer à la fin de l'année 2008.

Quand un contrat se termine avec un constructeur automobile, les prestataires sont payés entre deux missions. En général, cela dure quelques jours ou quelques semaines avant que leur société ne leur propose une autre mission. Mais dans le contexte actuel, où les missions de plusieurs centaines d'entre eux vont disparaître en même temps, cela va poser un gros problème et beaucoup craignent pour l'avenir. Quant aux intérimaires... qui travaillent eux-mêmes sur le site du Technocentre pour les sociétés de prestation de bureaux d'études, ils ont été directement licenciés !

Les salariés de Renault, qui travaillent depuis des années avec les collègues prestataires, ont été choqués par ces méthodes méprisantes. Et l'annonce simultanée de la suppression de 5 000 emplois chez Renault, dont la suppression d'une équipe à l'usine de Sandouville, montre que c'est l'ensemble des travailleurs, quel que soit le statut de chacun, qui est attaqué.

Tout cela intervient alors que Renault vient d'annoncer un résultat financier net pour le premier semestre 2008 de 1,467 milliard d'euros, en hausse de 36,7 % par rapport à l'année précédente ! Les milliards de bénéfices accumulés depuis des années doivent être utilisés pour maintenir l'emploi et augmenter les salaires !

Correspondant LO

• Renault Cléon (Seine-Maritime)

Une invitation... forcée

La semaine prochaine, le 3 septembre, la direction « invite » les travailleurs de l'usine au Zénith de Rouen, spécialement loué pour l'occasion, afin de participer à la cérémonie pour les cinquante ans de l'usine. Encore qu'inviter ne soit pas le mot juste... puisque le matin, la présence est obligatoire avec contrôle aux entrées ! Quant à l'après-midi, l'usine sera fermée et nous serons en RTT forcée. Car c'est soi-disant la fête, mais il n'est pas dans les habitudes de la direction de nous faire cadeau de quatre heures de travail.

Ce n'est pas du tout l'enthousiasme à l'idée de répondre à l'invitation de la direction, surtout dans le contexte actuel. Tout le monde, dans les ateliers comme dans les bureaux, ne cesse de discuter des 5 à 6 000 suppressions de postes annoncées... et de la nécessité de ne pas se laisser faire... Ce sera sûrement l'objet de nombreuses discussions au Zénith, mercredi prochain, puisque nous serons tous présents au même endroit !

Correspondant LO

• Tibet

L'indépendance, une idée récente... et intéressée

La tournée en France du dalaï-lama a été l'occasion pour nombre de politiciens de s'afficher à ses côtés. Derniers en date, Kouchner, Rama Yade et Carla Bruni-Sarkozy ont fait un tir groupé dans l'Hérault, pour essayer sans doute de faire oublier que Ségolène Royal leur avait mis une longueur d'avance en se rendant à Nantes.

Pour se justifier, les uns mettent en avant sa personnalité de chef religieux, les autres son rôle de chef d'un État tibétain dont l'indépendance, présentée comme une donnée historique, serait niée par la Chine. En fait, la revendication d'indépendance du Tibet ne remonte qu'à un passé récent ; elle est très étroitement liée à la complicité des dalaï-lamas avec l'impérialisme anglais d'abord, l'impérialisme américain ensuite.

UNE THÉOCRATIE FÉROCE ET RÉACTIONNAIRE

Quand au 13^e siècle, les descendants du Mongol Gengis Khan envahirent la Chine et le Tibet, ils renforcèrent le rôle des monastères et des moines bouddhistes dans l'administration de cette région montagneuse qu'ils couvrirent de leur protection. À l'époque, les dignitaires religieux – les lamas – se reconquirent deux chefs suprêmes, le dalaï-lama résidant à Lhassa et le panchen-lama résidant à Tshilumpo.

Pendant des siècles, sans se soucier de leurs rapports avec la Chine, seigneurs et lamas se partagèrent la quasi-totalité des terres arables qui étaient cultivées par des serfs. Ainsi le monastère de Drepung régnait sur un gigantesque domaine englobant 185 manoirs, 25 000 serfs et 16 000 bergers. L'esclavage était également couramment pratiqué. Au pays du bouddhisme tibétain, qu'on nous présente comme une religion d'amour et de non-violence, la justice ne reculait pas devant la torture et les mutilations, incluant notamment la flagellation, l'arrachage des yeux ou de la langue ainsi que l'amputation du nez ou des mains. Quant à l'éducation, elle était aux mains des monastères qui en avaient le monopole. Jusqu'au milieu du 20^e siècle, le Tibet demeura ainsi sous le joug de



Troupes chinoises à Lhassa, après les émeutes, en mars 2008.

ce féodalisme féroce qui maintenait le pays dans une très grande arriération ; en 1950, l'espérance de vie n'y dépassait pas 30 ans !

UN PROTECTORAT CHINOIS

Sur le plan politique, le Tibet connut un nouveau tournant au 18^e siècle. La dynastie mandchoue qui avait pris le pouvoir en Chine établit sur le Tibet un protectorat qui dura jusqu'à la fin du 19^e siècle, époque à laquelle le Tibet, comme l'ensemble de la Chine, devint l'enjeu des visées impérialistes.

La Grande-Bretagne qui avait déjà colonisé l'Inde voulut mettre la main sur la Chine, et plus particulièrement sur le Tibet, région frontalière avec l'Inde. Cette situation provoqua des dissensions au sein des bouddhistes : le dalaï-lama s'alignant sur la politique anglaise, le panchen-lama suivant une ligne plutôt pro-chinoise.

En 1904, les troupes anglaises entrèrent dans Lhassa et ouvrirent de nouveaux débouchés au commerce britannique. Quelques temps après, par un traité visant à limiter les ambitions de ses rivaux sur la région, la Grande-Bretagne confirma la suzeraineté de la Chine sur le Tibet. Mais en 1911, profitant du chaos provoqué par la première révolution chinoise, le Tibet, avec le soutien intéressé des Anglais, se déclara indépendant. Le treizième dalaï-lama, que les Chinois avaient destitué l'année précédente, fut restauré. Quant au pan-

chen-lama, dont les relations avec le dalaï-lama n'avaient cessé de se dégrader, il dut peu après se réfugier en Chine.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale modifia la situation de la région. En 1947, les Anglais durent évacuer l'Inde. En 1950, les armées de Mao, qui avaient triomphé des troupes nationa-

listes en Chine, ne rencontrèrent pas beaucoup de résistance quand elles pénétrèrent au Tibet. Par le traité du 23 mai 1951, le régime chinois s'engagea à respecter l'autonomie du Tibet, le dalaï-lama reconnaissant en contrepartie à la Chine le contrôle militaire du pays et le droit de diriger sa politique étrangère. Le régime

maoïste entama une série de réformes ainsi que la construction d'infrastructures (hôpitaux, routes, adduction d'eau...).

Cette politique imposée de l'extérieur ainsi qu'une présence militaire chinoise renforcée provoquèrent des résistances que les États-Unis, enclins à fomenter des troubles au Tibet pour affaiblir la Chine de Mao, encouragèrent. En mars 1959, une rébellion éclata à Lhassa mais, en quelques jours, elle fut écrasée par l'armée chinoise. Les combats et la répression qui s'ensuivit firent des dizaines de milliers de morts. De nombreux monastères qui avaient contribué au soulèvement furent détruits, les moines furent pourchassés et le dalaï-lama (l'actuel) dut se réfugier en Inde avec quelques dizaines de milliers de partisans. Depuis, il anime un gouvernement tibétain en exil qui réclame, avec la complaisance des États-Unis et de ses alliés, le rétablissement de son autorité et le retour à l'autonomie du Tibet.

Roger MEYNIER

• Angola

Après la guerre, les affaires continuent

En octobre prochain s'ouvrira à Paris le procès de « l'Angolagate », celui d'un énorme trafic d'armes négocié par l'homme d'affaires français Pierre Falcone en direction de l'Angola alors en pleine guerre civile, un dossier où apparaissent les noms de nombreux intermédiaires supposés comme Charles Pasqua, Jean-Christophe Mitterrand ou encore Jacques Attali. Pendant trois décennies de guerre, malgré les 500 000 morts, les 80 000 mutilés et les 4 millions de réfugiés, les affaires ont continué, en particulier pour Total, présent là-bas depuis 1952. Aujourd'hui, ce sont plus de 70 compagnies françaises qui y font des affaires. Lors de sa visite dans le pays en mai dernier, Sarkozy, se voulant rassurant sur les suites judiciaires, avait déclaré cyniquement à l'inamovible président Dos Santos sa volonté de « tourner la page

des malentendus du passé ».

Il est vrai que l'Angola est devenu le nouvel eldorado des grandes compagnies pétrolières. Tous les matins vers sept heures, des avions en provenance de Paris, Londres ou Houston débarquent sur le tarmac de la capitale, Luanda. Les hommes d'affaires montent dans leurs 4x4 climatisés, tandis que les ingénieurs et les techniciens rejoignent en hors-bord ou en hélicoptère les plate-formes de forage en mer. Total envoie près de 40 000 personnes chaque année dans le pays et il y a aussi Exxon Mobil, BP, Chevron. Tout ce que la planète compte d'affairistes du pétrole se précipite sur les richesses du pays.

Les économistes se réjouissent d'une croissance qui bat des records, plus de 21 % cette année. Et la capitale voit pousser des gratte-ciel luxueux comme le

nouveau siège de la Sonangol (la compagnie nationale du pétrole) avec marbre à tous les étages et hélicoptère sur le toit, des hôtels de luxe et des bureaux de grand standing, des centres commerciaux hors de prix et des villas hyper protégées à 10 000 euros de loyer par mois. Mais en dehors de quelques rues et dès les abords de l'aéroport, c'est l'immense misère des bidonvilles. Plus des deux tiers des habitants survivent avec moins d'1,3 euro par jour. Un enfant sur quatre meurt avant 5 ans et l'espérance de vie de la population est inférieure à 42 ans.

L'Angola n'est qu'un exemple de ce qu'est le prétendu « développement » dans le système capitaliste : le pillage effréné d'un peuple misérable par des affairistes sans scrupules, dans un pays détruit par la guerre.

Gilles BOTI